

Dossier Guerre froide 2.0



Taïwan
est coincé
entre les
États-Unis
et la Chine.

Ajit Singh

La guerre des puces?

Charles Xu

Il ne s'agit pas d'une
bataille pour la liberté
contre la dictature,
mais d'un affrontement
motivé par des
intérêts économiques :
l'industrie taïwanaise de
calibre mondial en matière
de semi-conducteurs.

À Taïwan, les États-Unis ont soutenu le Kuomintang lorsqu'il a instauré une dictature, notamment une période de loi martiale de 1949 à 1987.

Ces dernières années, Taïwan est devenu un point chaud des tensions entre les États-Unis et la Chine. Le monde entier craint qu'une guerre n'éclate dans la région Asie-Pacifique. La gravité et la fragilité de la situation ont été soulignées récemment, le 21 décembre 2022, lorsque des avions militaires étasuniens et chinois se sont approchés à moins de trois mètres l'un de l'autre au-dessus de la mer de Chine méridionale.¹

À l'origine de ce conflit latent se trouvent les perspectives divergentes des deux pays concernant la souveraineté de Taïwan. La position chinoise, connue sous le nom d'« une seule Chine », est ferme : bien que le continent et Taïwan disposent de systèmes politiques différents, ils font partie d'un même pays, dont la souveraineté réside à Pékin. En revanche, la position étasunienne sur Taïwan est beaucoup moins claire. Bien qu'ils aient officiellement adopté la « politique d'une seule Chine », les États-Unis entretiennent des relations « officieuses » et des liens militaires importants avec Taïwan. En réalité, en vertu du Taiwan Relations Act (loi sur les relations avec Taïwan, N.d.T.) de 1979, la législation étasunienne exige que Washington fournisse

des armes « à caractère défensif » à l'île.² Cet article examinera la situation à Taïwan et soutiendra que les États-Unis sont les principaux responsables de la montée des tensions. Tout d'abord, il se penchera sur le contexte historique qui sous-tend l'importance géopolitique de l'île. Deuxièmement, il évaluera les revendications d'« indépendance » de Taïwan. Troisièmement, il examinera la manière dont la politique étrangère des États-Unis à l'égard de Taïwan est motivée par la concurrence technologique qu'ils livrent à la Chine. Enfin, l'article avancera que pour que la paix règne à Taïwan et dans la région Asie-Pacifique, l'ingérence étasunienne doit cesser.

Un point d'appui pour l'influence étasunienne contre la Chine

Pour comprendre l'importance géopolitique actuelle de Taïwan, il est nécessaire d'analyser l'histoire de la guerre froide. Avant la révolution chinoise de 1949, la Chine était en proie à une guerre civile entre les communistes et les nationalistes, ou Kuomintang (KMT), ces derniers ayant reçu des milliards de dollars de soutien militaire et économique de la part de Washington.³ La révolution a abouti à la création de la République populaire de Chine (RPC) sur le continent, tandis que les forces vaincues du KMT se sont réfugiées sur l'île de Taïwan, qui était revenue sous la souveraineté chinoise quatre ans plus tôt, en 1945, après cinquante ans de domination coloniale japonaise. Depuis Taipei, le KMT a déclaré qu'il était le gouvernement légitime en exil de toute

la Chine sous le nom de la République de Chine, fondée à l'origine en 1912, rejetant ainsi la légitimité de la RPC.

L'armée US n'a pas tardé à suivre, avec la création du United States Taiwan Defence Command, en 1955. Ils ont déployé des armes nucléaires sur l'île et l'ont occupée avec des milliers de soldats jusqu'en 1979⁴. Loin de protéger la « démocratie » ou la « liberté » à Taïwan, les États-Unis ont au contraire soutenu le KMT lorsqu'il a instauré une dictature, notamment une période de loi martiale de 38 ans consécutifs, de 1949 à 1987. Durant cette période, connue sous le nom de « terreur blanche », les autorités taïwanaises estiment que 140 000 à 200 000 personnes ont été emprisonnées ou torturées, et que 3 000 à 4 000 ont été exécutées par le KMT⁵. Washington a accepté cette répression brutale parce que Taïwan représentait un point d'appui utile, situé à seulement 160 kilomètres de la côte sud-est de la Chine continentale, qu'elle utilisait pour faire pression sur Pékin et l'isoler de la communauté internationale.

Évaluation des revendications d'« indépendance » de Taïwan

Bien que l'« indépendance » de Taïwan soit souvent présentée comme une cause infaillible par les États-Unis et les pays occidentaux, il est important de noter que, tout au long de la guerre froide, ni Washington ni Taipei n'ont soutenu que l'île était séparée de la Chine. En réalité, de 1949 à 1971, les États-Unis ont réussi à exclure la RPC des Nations unies

Ajit Singh



Ajit Singh est avocat, chercheur et membre du comité d'organisation de No Cold War.

Charles Xu



Charles Xu est écrivain, chercheur, conférencier au sein du Collectif Qiao et membre du comité d'organisation de No Cold War.

en faisant valoir que l'administration de la République de Chine à Taïwan était le seul gouvernement légitime de l'ensemble de la Chine. Ces efforts ont finalement échoué en 1971, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a voté en faveur de l'éviction de la République de Chine et de la reconnaissance de la RPC comme seul représentant légitime de la Chine. Plus tard dans la décennie, en 1979, les États-Unis ont finalement normalisé leurs relations avec la RPC, adopté la « politique d'une seule Chine » et mis fin à leurs relations diplomatiques officielles avec la République de Chine à Taïwan.

Aujourd'hui, la communauté internationale a massivement adopté la « politique d'une seule Chine ». En effet : 181 des 193 États membres de l'ONU ont officiellement reconnu que Taïwan fait partie de la Chine. Seuls 12 États membres de l'ONU entretiennent des liens officiels avec l'île, presque tous étant des petites nations soumises à la forte influence de

Washington. Le soutien international en faveur du séparatisme taïwanais ne cesse de diminuer ; Taïwan a perdu 19 alliés diplomatiques depuis 2000 et neuf depuis 2016. Plus récemment, le 25 mars, le Honduras a annoncé qu'il avait rompu ses relations diplomatiques avec Taïwan et rétabli ses relations avec Pékin, déclarant que «Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois».⁶

Même les alliés de Washington sont divisés sur la question. Le 9 avril, à l'issue d'une visite d'État de trois jours en Chine, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré dans une interview que l'Europe devait éviter de «suivre les États-Unis» ou de «s'inspirer de l'agenda US» en ce qui concerne la question de Taïwan. «Est-il dans notre intérêt d'accélérer [une crise] à Taïwan? Non», a-t-il ajouté.⁷

Au cours des dernières décennies, la revendication de Taipei d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de la Chine étant devenue politiquement non viable, les États-Unis et leurs alliés sur l'île ont adopté une nouvelle stratégie consistant à promouvoir, explicitement et implicitement, l'idée que Taïwan est un pays distinct de la Chine. Ces efforts se sont intensifiés ces dernières années, à la suite de l'élection de la dirigeante taïwanaise pro-séparatiste Tsai Ing-wen, en 2016. La reconnaissance par l'Occident de la politique pro-séparatiste de Tsai et de son Democratic Progressive Party (DPP) a cherché à museler et éradiquer l'important sentiment pro-unification qui existe à Taïwan. Selon Wu Rong-yuan, président du parti travailliste de Taïwan,

«les États-Unis ont stigmatisé les efforts d'unification nationale entre les deux côtés du détroit de Taïwan» afin de façonner l'opinion publique internationale en leur faveur.⁸

En réalité, l'agenda séparatiste est confronté à des défis considérables, non seulement au niveau mondial, mais aussi sur l'île elle-même. Comme l'a récemment souligné le Financial Times, il existe une «fracture politique de plus en plus profonde à Taïwan» sur la manière de gérer les relations entre les deux côtés du détroit⁹. Cette situation a atteint son paroxysme en novembre dernier, lorsque le DPP a subi une lourde défaite aux élections locales face au parti d'opposition KMT, qui a adopté au cours des dernières décennies une position pro-réunification et favorable à l'amélioration des relations avec la partie continentale du pays.¹⁰ En mars, Ma Ying-Jeou, ancien président du KMT et dirigeant taïwanais de 2008 à 2016, a effectué une visite historique de 12 jours sur le continent. C'était la première fois depuis 1949 qu'un ex-dirigeant ou qu'un dirigeant en fonction de Taïwan se rendait sur le continent. «J'espère sincèrement que les deux côtés du détroit [de Taïwan] travailleront ensemble pour atteindre la paix, éviter la guerre et revitaliser la nation chinoise», a déclaré Ma au cours de son voyage. «Il s'agit d'une responsabilité inévitable du peuple chinois des deux côtés du détroit, et nous devons travailler dur pour la concrétiser.»¹¹

Le parti travailliste de Taïwan prône également des «négociations de paix et une réunification pacifique», estimant

qu'en mettant fin à «l'ingérence extérieure des États-Unis et à la pression exercée sur les finances de Taïwan par les achats d'armes, les ressources budgétaires de Taïwan seront disponibles pour améliorer le bien-être de la population».

L'inquiétude des États-Unis à l'égard de Taïwan est motivée par la concurrence technologique

En raison des provocations continues des États-Unis, en alliance avec les forces séparatistes de Taïwan, l'île reste une source de tensions et de conflits internationaux. Les États-Unis entretiennent des liens militaires étroits avec Taïwan par le biais de ventes d'armes, de formations militaires, de conseillers et de personnel sur l'île, ainsi qu'à travers la présence répétée de navires de guerre dans l'étroit détroit de Taïwan qui sépare l'île du continent¹². En 2022, les États-Unis se sont engagés à fournir une aide militaire de 10 milliards de dollars à Taïwan¹³. Parallèlement, Washington légitimise intentionnellement les notions de séparatisme en envoyant régulièrement des délégations du Congrès à Taipei, comme celle de l'ancienne présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, en août 2022, et en accueillant des dirigeants politiques taïwanais sur le sol étasunien comme Tsai en avril, et ce malgré les objections et les avertissements répétés du gouvernement chinois.

Les États-Unis justifient souvent leurs liens avec Taïwan en affirmant qu'ils sont

La société taïwanaise TSMC est le premier fabricant de semi-conducteurs au monde. Elle représentait en effet 56% du marché mondial et plus de 90% de la production de puces avancées en 2022.

nécessaires au maintien de la «démocratie» et de la «liberté» de l'île. Mais est-ce vraiment le cas? Le 8 avril, le président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis, Michael McCaul, a été invité à répondre à la question suivante : «Pourquoi les Américains [...] devraient-ils être disposés à verser le sang et l'argent du pays pour défendre Taïwan?» Sa réponse était révélatrice : «TSMC [Taiwan Semiconductor Manufacturing Company] fabrique 90% de l'offre mondiale de puces à semi-conducteurs avancées». L'interviewer a fait remarquer que le raisonnement de McCaul «ressemble à l'argumentation développée dans les années 60, 70 et 80 pour expliquer pourquoi les États-Unis dépensaient tant d'argent et de ressources militaires au Moyen-Orient, alors que le pétrole était si important pour l'économie», puis il a demandé si les puces à semi-conducteurs étaient «la version du 21e siècle» du pétrole, c'est-à-dire un élément clé de la politique étrangère des États-Unis à l'égard de la Chine.

Les ÉU en sont venus à considérer le rôle de Taïwan en tant que centre de production de l'industrie des semi-conducteurs comme une vulnérabilité stratégique.

Les puces à semi-conducteurs sont les éléments constitutifs des technologies les plus avancées au monde (telles que l'intelligence artificielle, les télécommunications 5G et les superordinateurs) ainsi que de toute l'électronique moderne. Sans elles, les ordinateurs, les téléphones, les voitures et les appareils qui sont essentiels à notre vie quotidienne cesseraient de fonctionner. L'industrie commerciale des semi-conducteurs s'est développée dans la Silicon Valley, en Californie, à la fin des années 1950. Elle était dominée par les États-Unis dans tous les domaines, de la recherche et de la conception à la fabrication et à la vente. Au cours des décennies suivantes, les États-Unis ont délocalisé la plupart de leurs activités de fabrication de puces vers leurs alliés d'Asie de l'Est. D'abord au Japon, puis en Corée du Sud et à Taïwan. Les États-Unis ont ainsi pu réduire leurs coûts en capital et en main-d'œuvre et stimuler le développement industriel de leurs alliés tout en continuant à dominer la chaîne d'approvisionnement. Aujourd'hui, les entreprises étasuniennes

maintiennent une présence dominante dans la conception de puces (exemple : Intel, AMD, Broadcom, Qualcomm et NVIDIA) et dans les équipements de fabrication (exemple : Applied Materials, Lam Research et KLA). La société taïwanaise TSMC est le premier fabricant (ou fonderie) de semi-conducteurs au monde. Elle représentait en effet 56% du marché mondial et plus de 90% de la production de puces avancées en 2022¹⁴.

La plus grande partie de la chaîne d'approvisionnement en semi-conducteurs qui échappe au contrôle des États-Unis et de leurs alliés se trouve en Chine, qui est devenue le pôle mondial de la fabrication de produits électroniques et une puissance technologique majeure au cours des quatre dernières décennies. La part de la Chine dans la capacité mondiale de fabrication de puces est passée de zéro en 1990 à environ 15% en 2020. Cependant, malgré ses progrès considérables en matière de développement, les capacités de production de puces de la Chine restent à la traîne, et elle dépend des importations pour les puces les plus avancées (en 2020, la Chine a importé pour 378 milliards de dollars de semi-conducteurs, soit 18% de ses importations totales). Le plus grand fabricant chinois de semi-conducteurs, SMIC, ne détient qu'une part de 5% du marché mondial, ce qui est dérisoire par rapport à TSMC¹⁵.

Les États-Unis considèrent le développement technologique de la Chine comme une menace sérieuse pour leur domination mondiale et, ces dernières années, ils ont mené une campagne agressive

pour freiner les progrès de la Chine. Selon le conseiller étasunien à la sécurité nationale, Jake Sullivan, l'objectif de Washington est de «maintenir une avance aussi importante que possible¹⁶». À cet égard, les États-Unis en sont venus à considérer le rôle de Taïwan en tant que centre de production de l'industrie des semi-conducteurs comme une vulnérabilité stratégique, étant donné sa proximité avec la Chine continentale, et ils incitent TSMC à délocaliser sa production à Phoenix, en Arizona¹⁷. Les pressions et les manipulations exercées par Washington sur l'industrie taïwanaise des semi-conducteurs génèrent à leur tour leurs propres frictions dans les relations entre les États-Unis et Taïwan. Par exemple, le 2 mai, Seth Moulton, membre du Congrès étasunien, a appelé le gouvernement US à «faire comprendre très clairement aux Chinois que s'ils envahissent Taïwan, nous ferons exploser TSMC», ce qui a suscité la colère du ministre taïwanais de la défense, Chiu Kuo-cheng, qui a déclaré que les forces armées de l'île «ne toléreraient pas» une telle action.¹⁸

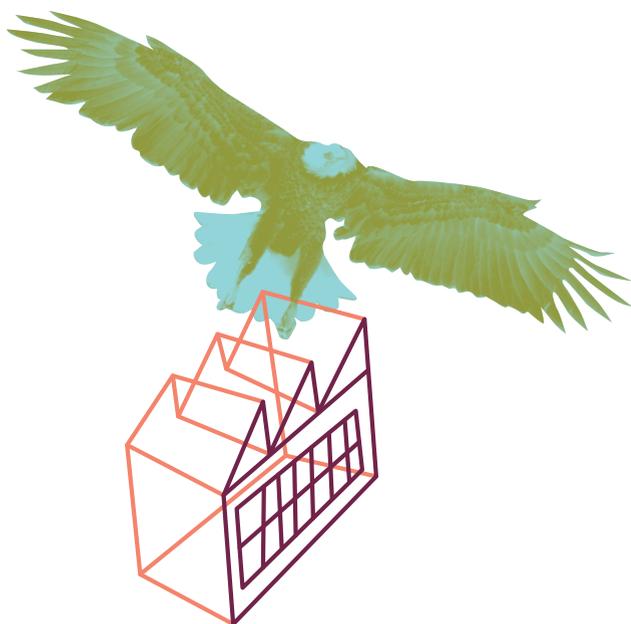
Pour la paix à Taïwan, l'ingérence des États-Unis doit cesser

En novembre dernier, lors du sommet du G20 en Indonésie, le président chinois Xi Jinping et le président étasunien Joe Biden se sont rencontrés pour la première fois depuis l'élection de ce dernier à la présidence¹⁹. À cette occasion, Xi a réaffirmé avec force la position de la Chine

sur Taïwan, en déclarant à Biden ce qui suit : «La question de Taïwan est au cœur des intérêts fondamentaux de la Chine, le fondement politique des relations entre la Chine et les États-Unis et la première ligne rouge à ne pas franchir». Bien que Biden ait répondu en déclarant que les États-Unis adhéraient à la «politique d'une seule Chine» et qu'il ne cherchait pas le conflit, quelques mois auparavant, il avait affirmé lors d'une interview télévisée que les troupes étasuniennes interviendraient militairement pour «défendre Taïwan», si nécessaire.²⁰

L'absurdité de l'orientation de Washington à l'égard de Taïwan apparaît clairement si l'on prend la situation à l'envers. Les États-Unis ou tout autre pays occidental accepteraient-ils une situation dans laquelle la Chine fournirait une aide militaire, disposerait des troupes et offrirait un soutien diplomatique à des forces séparatistes sur une partie de son territoire internationalement reconnu? La réponse est non, bien sûr.

Les antécédents des États-Unis montrent clairement que Washington a l'intention de provoquer la Chine et de ne pas tenir compte de sa «ligne rouge». En Europe de l'Est, une approche tout aussi imprudente, à savoir l'expansion continue de l'OTAN vers les frontières de la Russie, a conduit à l'éclatement de la guerre en Ukraine. Comme l'a déclaré le parti travailliste taïwanais, «pour maintenir la paix dans le détroit de Taïwan et éviter le fléau de la guerre, il est nécessaire de mettre fin à l'ingérence des États-Unis».



- 1 Idrees Ali, «Chinese jet came within 10 feet of U.S. military aircraft, U.S. Says», *Reuters*, 29 décembre 2022.
- 2 « CHAPTER 48—TAIWAN RELATIONS », *United States Code*.
- 3 *The China White Paper*, Lyman Van Slyke, Stanford University Press, 1949.

- 4 Robert S. Norris, William M. Arkin, et William Burr, «Where they were», *Bulletin of the Atomic Scientists*, volume 55, numéro 6, 1999 ; Erin Hale, «US Nearly Doubled Military Personnel Stationed in Taiwan This Year», *Voice of America*, 2 décembre 2021.
- 5 « Teaching human rights through documentaries », *ministère de la Culture de Taiwan*, 20 avril 2014.
- 6 Helen Davidson, «Honduras says there is 'only one China' as it officially cuts ties with Taiwan», *The Guardian*, 26 mars 2023.
- 7 « L'Europe doit résister à la pression de 'suivre les États-Unis', dit Macron », *Politico*, 9 avril 2023.
- 8 « "Stop US interference" : Interview with the Labour Party of Taiwan », *No Cold War*, 2023.
- 9 Kathrin Hille, «Tsai Ing-wen's US trip: the deepening political divide in Taiwan», *Financial Times*, 5 avril 2023.
- 10 Nathan Williams, «Taiwan's President Tsai Ing-wen quits as party chair after local elections», *BBC*, 27 novembre 2022.
- 11 Wang Qi, «Ma Ying-jeou calls for cross-Straits peace, revitalizing Chinese nation on first day in Nanjing», *Global Times*, 28 mars 2023.
- 12 *Voice of America*, 2 décembre 2021.
- 13 Patricia Zengerle, «U.S. military bill features up to \$10 billion to boost Taiwan», *Reuters*, 8 décembre 2022.
- 14 Hideaki Ryugen, «Taiwan's share of contract chipmaking to hit 66% this year: report», *Nikkei Asia*, 25 avril 2022 ; Kathrin Hille, «TSMC: the Taiwanese chipmaker caught up in the tech cold war», *Financial Times*, 24 octobre 2022.
- 15 Pour les données, voir : Antonio Varas, Raj Varadarajan, Jimmy Goodrich et Falan Yinug, *Government Incentives and US Competitiveness in Semiconductor Manufacturing*, BCG & SIA, septembre 2020 ; «Taking Stock of China's Semiconductor Industry», *SIA*, 13 juillet 2021, «China 2020 Trade Summary», *World Integrated Trade Solutions*, Banque mondiale ; «Global Semiconductor Foundry Revenue Share: Q1 2023», *Counterpoint Research*, 11 mai 2023.
- 16 « Remarks by National Security Advisor Jake Sullivan at the Special Competitive Studies Project Global Emerging Technologies Summit », *White House*, 16 septembre 2022.
- 17 Monica Miller, «Taiwanese chip giant invests \$40bn in US plant», *BBC*, 7 décembre 2022.
- 18 Keoni Everington, «Defense minister says Taiwan will not let US 'blow up TSMC' during Chinese attack», *Taiwan News*, 9 mai 2023.
- 19 « Biden, Xi clash on Taiwan but aim to 'manage' differences », *AP News*, 14 novembre 2022.
- 20 « Biden tells 60 Minutes U.S. troops would defend Taiwan, but White House says this is not official U.S. policy », *CBS News*, 18 septembre 2022.